

M. Denis: Jusqu'à Cuba.

L'hon. M. Sévigny: Grâce à ce programme et à l'administration conservatrice, le Canada va grandir en...

M. Denis: À Cuba, à Cuba.

L'hon. M. Sévigny: ...en prospérité, en gloire, et ceci à l'honneur des administrateurs actuels. Et n'en déplaît à mon honorable ami, le député de Laurier, le Canada bénéficie d'une bonne et saine administration.

Monsieur le président, je termine en disant que tant que nos honorables amis d'en face nous feront des suggestions constructives nous les écouterons avec plaisir, mais nous protestons contre celles que l'honorable député de Laurier a énoncées ce soir.

(Traduction)

M. le président: A l'ordre! La parole est au député de Vancouver-Kingsway.

(Texte)

M. Grégoire: Je pose la question de privilège...

M. le président: A l'ordre!

(Traduction)

M. Webster: Monsieur le président, le discours du trône et les crédits que nous étudions présentement nous rappellent que tous les aspects de l'économie canadienne...

M. le président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre le député de Vancouver-Kingsway, mais le député de Lapointe a posé la question de privilège.

(Texte)

M. Grégoire: Monsieur le président, je pose la question de privilège. L'honorable député de Laurier, lors du discours qu'il a prononcé tout à l'heure, a cité une revue qu'il prétend provenir d'un secrétariat du Crédit social.

Eh bien, je défie l'honorable député de Laurier...

Des voix: A l'ordre!

(Traduction)

M. le président: A l'ordre! S'il y avait matière à poser la question de privilège—et je n'ai rien vu de la sorte dans les propos du député de Lapointe, parce qu'il s'agit d'une question discutable—on aurait dû le signaler dès après les propos du député de Laurier. Toutefois, à mon sens, il n'y a pas ici de question de privilège. Le député aura l'occasion de faire des observations et de répondre aux propos du député de Laurier en temps et lieu au cours du présent débat, et s'il...

[L'hon. M. Sévigny.]

L'hon. M. Chevrier: Monsieur le président, me permettriez-vous de dire un mot à ce sujet...

L'hon. M. Fulton: Jamais de la vie!

Des voix: Pas du tout.

L'hon. M. Chevrier: ...car la question du député de Lapointe s'adresse à moi. J'ai dit d'où je tenais mes renseignements, et j'ai cru que tout était dit, car il s'agit de renseignements absolument véridiques et authentiques.

(Texte)

M. Grégoire: Oui, monsieur le président, mais je voudrais...

(Traduction)

M. le président: A l'ordre! Les deux députés ont démontré assez nettement qu'il s'agit d'une question de polémique. La parole est au député de Vancouver-Kingsway.

(Texte)

M. Grégoire: Monsieur le président, au sujet du rappel au Règlement de l'honorable député de Laurier, ce que je conteste, c'est la source qu'il nous a donnée de sa référence. Elle est fautive, monsieur le président.

(Traduction)

M. Webster: Monsieur le président, je disais que tant le discours du trône que le budget des dépenses que nous étudions maintenant nous rappellent que la politique du gouvernement influe sur chaque aspect de l'économie canadienne, directement ou indirectement. Ottawa donne le ton non pas seulement aux entreprises fédérales, mais aussi à une multitude d'entreprises locales et provinciales. C'est pourquoi chaque décision prise dans cette Chambre est vitale à la prospérité du pays tout entier. Ottawa, en retour, est soumis aux sessions et aux influences extérieures qui ont une répercussion significative sur la détermination de sa politique. Le mois écoulé nous a souvent mis en face de cette vérité. En fait, nous vivons une période d'évolution rapide qui se répercute sur les délibérations des hommes du monde démocratique tout entier. Nous ne pouvons espérer situer nos problèmes et nos possibilités que dans ce contexte.

Il est bon que nous nous rappelions que nous sommes le produit des révolutions des dix-huitième et dix-neuvième siècles, tant politiques qu'industrielles, qui comprennent les révolutions française et américaine; n'oublions pas nos propres luttes dans le Haut et le Bas-Canada, qui remontent à un peu plus d'un siècle, en vue de doter le pays d'un gouvernement responsable. Jamais encore l'histoire du monde n'a enregistré un tel courant d'idéologie, à savoir que le pauvre et l'inintelligent